

ANNUAIRE FRANÇAIS
DE
RELATIONS
INTERNATIONALES

2020

Volume XXI

**PUBLICATION COURONNÉE PAR
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

(Prix de la Fondation Édouard Bonnefous, 2008)



Université Panthéon-Assas
Centre Thucydide

INTRODUCTION

PAR

FRÉDÉRIC BOZO (*) et MAXIME LEFEBVRE (**)

Trois aspects importants de la politique étrangère de la France sont traités dans cette édition de l'AFRI.

Le Brexit, enfin effectif le 31 janvier 2020 après une longue négociation de divorce, est un bouleversement majeur pour l'avenir du projet européen et pour le Royaume-Uni, mais aussi pour la politique étrangère française. L'article de la professeure Pauline Schnapper rappelle le développement d'une relation bilatérale inégalée dans le domaine de la sécurité et de la défense entre les deux pays à partir des années 1990, ainsi que l'importance de leurs échanges économiques dans le cadre du marché unique, et s'interroge sur le défi sans précédent que représente le choix des électeurs britanniques de sortir de l'Union européenne pour cette relation bilatérale. L'auteure pointe à cet égard le paradoxe apparent qui a voulu que le président Emmanuel Macron adopte une position présentée comme « dure » pendant les différentes phases des négociations sur le Brexit, tout en souhaitant maintenir un partenariat privilégié entre les deux pays. À l'heure où se négocie âprement la relation future entre Bruxelles et Londres, cette hypothèse continue de peser sur l'avenir de la relation bilatérale.

Même et peut-être encore plus après le départ du Royaume-Uni de l'Union européenne, la France a vocation à demeurer la dernière puissance militaire et nucléaire. L'article de deux praticiens, Louis Gautier, conseiller maître à la Cour des comptes et ancien secrétaire général à la Défense et à la Sécurité nationale, et Alexandre Escorcia, diplomate actuellement représentant permanent adjoint de la France auprès de l'OTAN, explore d'une façon inédite le contenu et l'organisation de la « diplomatie de défense » de la France, un concept qui a justement été formalisé au Royaume-Uni à la fin des années 1990. De la coopération militaire aux grands contrats d'armement en passant par la gestion des crises, la France a été conduite à articuler de plus en plus étroitement le volet militaire et le

(*) Professeur à l'université Sorbonne Nouvelle (Paris, France).

(**) Diplomate.

volet diplomatique de son action internationale, sans que toutes les leçons en aient été tirées en termes de portage organisationnel et politique.

La France demeure aussi, comme le Royaume-Uni encore, un des cinq États membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU. Alain Dejammet, ancien représentant permanent de la France à New York, revient sur la longue histoire de la France et de l'ONU qui, malgré l'obtention de justesse d'un siège parmi les Grands en 1945, n'a pas toujours été une histoire d'amour mais a su passer du « non » au « oui », pour reprendre les titres des Mémoires d'Armand Bérard. Alors que le multilatéralisme est remis en cause par l'administration Trump et que le président Macron en a fait un étendard de son action diplomatique, Alain Dejammet montre qu'il n'y a pas d'alternative au système onusien, garant de transparence, de légitimité et d'autorité, et que la France, forte de cette longue histoire, a vocation à en demeurer un « pôle de référence ».